

RENDU EXECUTOIRE LE

19 DEC. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231130-23\_A\_SE\_0390-AR

S'LO

**ARRÊTÉ N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0390****du 30 NOV. 2023**

Portant modification des conditions  
d'habilitation à l'Aide Sociale  
De l'Etablissement d'Accueil Non  
Médicalisé « Foyers de Loudun », sis à  
Loudun (86), et géré par PROGECAT

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

**VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2011-A-DGAS-DA-SE-0090 du 21 mars 2011 modifiant la capacité  
du foyer d'hébergement et du service d'accompagnement de l'ESAT « Les Chevaux Blancs »  
de Loudun ;

**VU** l'arrêté N°2023-A-DGAS-DA-SE-0389 du 30 novembre 2023 portant  
augmentation de deux places sur l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyers de  
Loudun » situé à Loudun et géré par l'Association PROGECAT ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

Les conditions d'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'Etablissement  
d'Accueil Non Médicalisé (EANM) « Foyers de Loudun » de l'Association PROGECAT, à Loudun  
(86), sont définies comme suit :

**ARTICLE 1 : Catégories de bénéficiaires**

L'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé (EANM) « Foyers de Loudun », sis à Loudun (86) et  
géré par l'Association PROGECAT, est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale  
dans la limite de la capacité autorisée dans le dernier arrêté d'autorisation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231130-23\_A\_SE\_0390-AR

SLO

**ARTICLE 2 : Définition des objectifs poursuivis**

Le gestionnaire de l'établissement s'engage à assurer le suivi d'adultes handicapés admis, après décision d'orientation par la Commission de l'Autonomie et des Droits des Personnes Handicapées (CDAPH), à l'E.A.N.M. « Foyers de Loudun », situé à Loudun (86).

Sauf dérogation accordée par l'autorité administrative, l'établissement est tenu, dans la limite de sa spécialité et de sa capacité, de recevoir toute personne qui s'adresse à lui.

Tout changement important dans l'activité, l'installation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement doit être porté à la connaissance de l'autorité de tarification conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et peut conduire à la modification des conditions de la présente habilitation.

Le retrait d'habilitation pourra intervenir dans le respect des dispositions de l'article L313-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil des personnes bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

**ARTICLE 3 : Définition des moyens mis en œuvre****3.1 – Fonctionnement -Organisation**

PROGECAT, association Loi 1901, assure la bonne marche de l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyers de Loudun » de l'Association PROGECAT, sis à LOUDUN (86).

L'établissement fonctionne 365 jours par an.

**3.2 – Budget**

Les conditions de financement sont définies par arrêté annuel fixant le montant global de fonctionnement.

**ARTICLE 4 : Nature et forme des documents administratifs, financiers, comptables et statistiques communiqués au Département (Direction Générale Adjointe des Solidarités)**

Ces documents sont les suivants :

**4.1- En vue de la détermination de la tarification annuelle**

En vue de la détermination de la tarification annuelle, les documents transmis doivent respecter le Code de l'Action Sociale et des Familles et, le cas échéant, le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé entre les parties.

**4.2- En vue de l'élaboration de statistiques et du suivi de l'activité**

Il peut être demandé au gestionnaire la communication de tout élément statistique ayant trait à l'âge, l'origine géographique des pensionnaires, leur handicap et au taux d'occupation de l'établissement.

Il doit être fourni mensuellement à la Direction Générale Adjointe des Solidarités, au Service des Etablissements et Services Médico-Sociaux, l'activité détaillée selon le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS). Elle fera état de la distinction entre les ressortissants Vienne et Hors Vienne.

Envoyé en préfecture le 30/11/2023  
Reçu en préfecture le 30/11/2023  
Publié le 30/11/2023  
ID : 086-22860011-20231130-23\_A\_SE\_0390-AR

#### **4.3- En vue du paiement des frais de prise en charge**

Les conditions de paiement sont définies, le cas échéant, au Contrat et de Moyens signé entre les parties dans le cadre du versement d'une dotation équivalente à la quote-part afférente au nombre de ressortissants Vienne accueillis pour ledit établissement.

L'établissement doit tenir, en outre, un registre retraçant pour chaque accompagné ses dates d'entrée et de sortie tel que stipulé à l'article L331-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

#### **ARTICLE 5 : Evaluation des actions conduites**

Des visites peuvent être effectuées par toute personne mandatée par le Président du Conseil Départemental afin de contrôler la qualité des prestations fournies.

L'ensemble des dispositions légales et réglementaires est applicable de plein droit à l'établissement :

- en particulier en matière d'hygiène et de salubrité, de sécurité des biens et des personnes.
- dans le respect des autorisations de fonctionnement délivrées.

L'établissement doit procéder à l'évaluation de la qualité des prestations délivrées dont les résultats sont communiqués au Président du Conseil Départemental (DGAS) conformément aux dispositions de l'article L 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'établissement doit également être en mesure de produire les pièces attestant de ses obligations financières, sociales et fiscales demandées dans le cadre d'une opération d'évaluation ou de contrôle, et de réaliser une étude particulière sur son fonctionnement dont le thème sera précisé par l'autorité de tarification.

En cas de difficultés de fonctionnement ou de gestion avérées, une mission d'enquête peut être diligentée par le Préfet conformément à l'article R314-62 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

#### **ARTICLE 6 : Coordination avec d'autres organismes à caractère social, médico-social et sanitaire :**

L'établissement peut s'inscrire dans un réseau médico-social coordonné dans les conditions prévues par l'article L 312-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

#### **ARTICLE 7 :**

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux

mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'ad  
de réponse de sa part.

Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231130-23\_A\_SE\_0390-AR

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 8 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, la Présidente de l'Association gestionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, publié sur le site internet du Département de la Vienne et transmis au Représentant de l'Etat dans le département.

Fait à POITIERS, le **30 NOV. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON